

Liaison « haut-Bas »

La décision du peuple neuchâtelois est tombée : le projet TransRun a été refusé par une courte majorité de 392 voies.

Ce projet devait constitué le point d'orgue du projet d'agglomération. A la fois structurant et fonctionnel, il devait permettre de désenclaver les Montagnes en reliant celles-ci de manière optimale (14 minutes) au plateau suisse, tout en rapprochant le haut et le bas. Malgré une très forte majorité du Grand Conseil et la quasi unanimité des régions, le projet a été finalement rejeté et par là même la vision globale de développement du canton. Hormis la Ville de Neuchâtel, Cernier et Saint-Aubin-Sauges, qui ont accepté à une courte majorité le projet, un clivage « haut-bas » a été constaté.

Si les erreurs sont partagés, la fronde a été menée une fois de plus par une poigné de libéraux, qui de manière systématique s'opposent à tout développement en direction du haut du canton et qu'ils ont utilisé ce procédé pour fragiliser leur Conseiller d'Etat. Cette situation n'est pas acceptable, lorsque l'on sait que les crédits alloués sur le Littoral ont toujours obtenu le soutien des députés des Montagnes, que ce soit pour les investissements pour l'hôpital Pourtales ou pour Microcity, qui a concentré quasi l'ensemble des investissements d'un exercice. A l'inverse, depuis plusieurs années, les Montagnes ont perdu bon nombre de prestations et de services. Comprenant la liaison rapide Haut-Bas et un renforcement du trafic fin, le projet TransRun devait permettre un rééquilibrage de la situation.

Cette situation n'est désormais plus envisageable et un rééquilibrage des rapports de force devra voir le jour, ce d'autant plus que la Constitution précise l'obligation d'un équilibre régionale. Le développement du canton se fera avec tout le monde, où il ne se fera pas, il s'agit de maintenir la pression, afin non seulement de permettre à un nouveau projet de voir le jour et d'éviter que les CFF investissent leur denier sur la rénovation de la ligne actuelle, mais aussi d'envisager une modification institutionnelle. Ainsi, ceci passe par une meilleure représentation des régions, afin d'assurer un rééquilibrage des investissements, mais aussi de sensibiliser l'ensemble de la population aux différents projets en cours et à venir.

Différents groupements associatifs se sont mis en place pour mener à bien des réflexions et faire, le cas échéant, des propositions pour sortir de cette situation, qui pourrait d'ailleurs, comme par le passé, se répéter. Il faut plus que jamais prendre notre destin en main et trouver une solution optimale à cette impasse. De manière salubre, les différents représentants des villes, le Conseil d'Etat et les Conseillers nationaux se sont retrouvés pour échanger leur point de vue et élaborer une stratégie à entreprendre. Il s'agira désormais de passer de la parole aux actes...